

Edito

Par Patrick Verbruggen, codirecteur de Triangle G H

Le Darfour est depuis 2003 le théâtre d'une guerre civile complexe, qui a déjà causé 300.000 morts selon les estimations de l'ONU (10.000 d'après Khartoum), et 2,7 millions de déplacés.

Au conflit originel entre mouvements rebelles et forces pro-gouvernementales se sont ajoutés des combats entre tribus arabes rivales, et une montée en puissance du banditisme et de la pratique de la prise d'otage de travailleurs humanitaires ou de personnel des Nations Unies.

Pour exemple, deux humanitaires ont été enlevés ce 23 juin dans les locaux de l'organisation pour laquelle ils travaillaient à Nyala, la métropole du Darfour.

Cette vague d'enlèvements a contraint la plupart des ONG à plier bagages. D'autres ont gelé leurs programmes d'aide, d'autres travaillent à distance et ne se rendent plus sur le terrain, alors que notre métier est justement de travailler auprès des populations qui vivent sur des zones où les états et les chefs traditionnels n'ont plus d'autorité ni de moyens pour les prendre en charge.

On nous propose, comme aux entreprises à but lucratif, de contracter des assurances pour nos travailleurs humanitaires. Les ravisseurs auraient alors la garantie du versement d'une rançon, et seraient enclins à durcir leur comportement vis-à-vis des otages pour forcer la main des négociateurs. Dans de telles situations, la fermeté et la détermination doivent être sans faille. Reculer devant la pression, céder au chantage et accéder aux revendications des preneurs d'otages, ne peut qu'encourager la chasse aux expatriés alors que le Soudan ne parvient pas à arrêter les ravisseurs de ressortissants étrangers.

Notre politique est de ne pas payer de rançon, de passer par les voies normales de dialogue, de persuasion et de résolution pacifique. Faire des exceptions à cette politique pourrait compromettre la sécurité de tous, et notre capacité à travailler dans des zones de conflit et autres secteurs sensibles dans de nombreux pays.

Le 22 novembre 2009, deux membres de notre équipe sont enlevés à Birao en République Centrafricaine ils recouvreront leur liberté 112 jours plus tard.

Récit d'un enlèvement

par Olivier Denis ex responsable Wash¹ Triangle G H et Olivier Frappé ex coordinateur de programmes Triangle G H à Birao en République Centrafricaine

Dimanche 22 novembre 2009, jour de repos bien mérité. La distribution de 250 tonnes de nourriture vient de se terminer. Nos programmes de construction d'écoles dans la préfecture démarrent tout juste sous la supervision d'Aurélio, notre logisticien - conducteur de travaux, actuellement à 140 km de la base², accompagné de Jen, notre responsable programme éducation, qui y dispense une formation en gestion pour les associations de parents d'élèves.

Ce jour-là, sur la base de Birao, nous ne sommes plus que deux : Olivier Frappé, coordinateur de programmes, prêt à lancer les enquêtes pré-récolte dans Birao et ses environs, et Olivier Denis, responsable Wash, en pleine organisation de la réponse d'urgence pour l'accès à l'eau des personnes nouvellement déplacées à Birao. Malgré notre arrivée il y a bientôt deux mois, nous restons en position d'alerte sans aucune mobilité d'expatrié en brousse, en proie au banditisme.

Un petit jogging dans la ville permet de garder la forme et de saluer quelques uns des 300 casques bleus Togolais et 70 FACA³ qui sont en charge de sécuriser la ville. Cette sécurité est plus dissuasive qu'effective, étant données les limites du mandat de la MINURCAT⁴ et le manque d'équipement de l'armée régulière Centrafricaine.

On dîne vers 22h30. On discute ce soir du fait que l'on est contents de travailler pour Triangle G H et en particulier dans ce pays où il est parfaitement justifié d'apporter de l'aide à une population en demande et motivée par les projets. On trinque à notre chance.

23h30. Deux grands chocs successifs dans le portail. Quelques secondes plus tard, le regard détendu et déterminé, un homme en habit para-militaire nous braque. Nous pensons à une attaque de la ville, puis à une attaque de la base. Nous connaissons ce risque, et coopérons avec la quinzaine de braqueurs. Malgré la présence proche de la MINURCAT et des FACA, les assaillants prennent facilement possession des lieux, sans crainte apparente. Une fois la base pillée, nous sommes placés dans les voitures et fuyons la ville. Nous espérons être relâchés quelques kilomètres plus loin, mais nous apprendrons quelques heures plus tard que nous sommes enlevés pour l'obtention d'une rançon. Nous sommes bien traités, mais les menaces de mort sont réelles.

Le premier jour de vie commune avec nos ravisseurs, l'un d'eux se désigne comme celui qui va nous expliquer les raisons de notre enlèvement, en Arabe, langue que nous utiliserons pour communiquer pendant les 112 jours, à l'exception des moments où un interprète aux liens discutables avec les ravisseurs est présent. Notre niveau de concentration est au plus bas, en raison de l'intense fatigue générée par les 11 heures chaotiques de 4x4 sur pistes de la nuit passée. Les raisons invoquées sont d'abord relatives à la religion, la persécution de l'Islam par l'Occident. Puis d'autres ravisseurs nous expliquent que nous faisons partie d'un pays qui soutient la non-distribution des recettes du pétrole tchadien. Nous serons plus tard assimilés aux exploitants de diamants de la Centrafrique. Les idéaux défendus par ces prétendus rebelles prennent progressivement une teinte évasive, qui trahit finalement une absence d'idéal, et laisse place à une simple soif avérée d'enrichissement rapide et facile.

Pendant la première semaine, nous sommes quotidiennement rassurés par les ravisseurs sur le fait que nous allons rapidement être relâchés en échange de la rançon demandée, et que nous n'avons aucune raison de paniquer. A ce moment, ni nous ni nos ravisseurs n'avons de doute sur le fait que la somme sera versée illico, quelque soit son montant. Pour nous, cette somme représente notre seule échappatoire à la mise à mort qui nous est promise en cas de non-versement de la rançon, nous n'imaginons donc pas un seul instant que son montant puisse être remis en cause et faire l'objet de négociations.

Nous restons donc en compagnie des hommes présents lors de l'attaque de la base, conduits par un commandant rusé et charismatique, soucieux de notre santé mentale, donc rassurant. Il est respecté par ses 14 hommes de main ayant tous un faible pour les Kalachnikov⁵ et l'argent facile, avec chacun leurs singularités, ne témoignant pas d'une grande stabilité.

Il devient rapidement vital pour nous d'éviter tout propos relatif à l'argent, sujet pourtant central de leurs discussions. Par des moyens grotesques, aux détours de conversations faussement amicales, les ravisseurs tentent d'en savoir plus sur notre OSI⁶, notre vie privée, nos familles, notre passé, afin d'en déduire notre niveau de richesse. Nous esquivons tant bien que mal leurs questions, en tentant de conserver leur confiance. La pertinence de chacun de nos mensonges est préalablement discrètement évaluée entre nous afin que notre futur discours soit lavé de tout soupçon. Nous passons donc l'essentiel de notre temps à anticiper des stratégies de réponse à leurs interrogatoires, nous déjouons ainsi leurs tentatives de prouver que nous sommes en mesure de payer ce qu'ils demandent. Ils nous laissent seuls durant la journée, nous permettant ainsi de partager nos idées de plaidoiries, et de nous concerter sur chaque point susceptible d'être abordé le soir autour du feu. Nous serons sauvés si nous parvenons à les persuader que nous appartenons à une association neutre aux caisses vides, qui ne fait pas de profit.

Face à notre manque d'implication dans la négociation et notre (fausse) indifférence aux menaces de mort qui font désormais l'objet de plaisanteries constantes, nos ravisseurs veulent nous faire admettre que nous partirons très bientôt pour l'Algérie. Le commandant, absent depuis quelques jours, est censé se trouver précisément en Algérie, d'où il négocierait notre revente à d'autres groupes plus féroces. Si nous ne faisons pas au moins semblant d'être concernés par cette foutue négociation avec Paris qui prend une tournure de dialogue de sourds interminable, nous serons lâchés sans eau dans le désert. Nous feignons la peur, mais nous nous remettons à jouer aux petits chevaux en cachette. Cette position d'attente n'est pas simple à accepter, nous nous posons des questions sur la réelle motivation de Paris à nous sortir de là, nous doutons d'une issue proche, nous voyons passer les fêtes de fin d'année sans qu'aucune avancée prometteuse ne se présente. Nous passons du temps seuls, mais refusons l'isolement de l'un ou de l'autre dans ses pensées qui peuvent facilement sombrer vers le désespoir tant la situation régresse de jour en jour. Il n'y a pas d'argent, pas de coup de fil salvateur, pas de possibilité d'intervenir par la force, pas d'espoir de faire comprendre aux ravisseurs ce qu'est une OSI (même avec l'aide, sur place, d'un interprète francophone). Nous redoublons donc d'imagination pour créer des jeux (cartes avec paquets de cigarettes vides, dés taillés dans les branches, jeux d'adresse avec bouchons de bouteilles plastiques), nous planifions même le jeu de notre évasion, car après tout si personne n'est capable de nous sortir des griffes d'une bande d'abrutis, on sait que l'on peut le faire nous mêmes, et qu'il suffit pour cela de s'organiser.

La relation que nous avons par la suite avec les ravisseurs, qui tour à tour s'absentent pour quelques jours puis reviennent au campement, est complètement surréaliste. Parfois seulement deux d'entre eux sont chargés de nous garder. Olivier F. se fait faire une coupe de cheveux soignée. Nous obtenons une radio neuve et une moustiquaire impeccable. Nos promenades à la tombée du jour se font sous une surveillance relâchée et presque aussi loin que nous le souhaitons. Ils nous proposent d'essayer leurs armes. Ils essaient d'apprendre à jouer au poker. Ils font tourner leurs calumets de la paix. Ils nous proposent de l'alcool, et même des femmes pour nous soulager. Nous refusons gentiment. Certains nous imitent comme des clowns pendant nos sessions de sport, d'autres nous aident à fabriquer du matériel de jonglage. Ils répondent à nos caprices (déliés) concernant les fruits frais, en nous livrant tant bien que mal tomates, pastèques, mangues. Nous obtenons même des vitamines en capsule. Notre objectif est de peser au maximum logistiquement, mais ils ont réponse à tout. Ce climat de détente n'est pas continu, nous leur rappelons, aussi souvent que l'opportunité s'en fait sentir, que notre place n'est pas ici et que nos familles nous attendent. Mais les sujets qui fâchent se retournent trop souvent contre nous, alors nous patientons, jonglons avec des arguments qui tantôt trahissent notre méfiance, tantôt déclenchent leur confiance.

En arrière plan de cette mascarade, le téléphone sonne tous les deux jours, puis toutes les semaines, puis tous les 15 jours, puis une fois par mois, avec Paris au bout du combiné qui de temps en temps veut de nos nouvelles. Nous n'avons rien de décisif à leur dire, car nous nous laissons finalement convaincre qu'ils font tout ce qu'ils peuvent. Après 100 jours de détention, nous signifions aux ravisseurs notre besoin pressant de rentrer chez nous, nous ne nous forçons plus à rire devant leurs plaisanteries faciles, nous jouons aux gamins qui boudent afin d'alourdir l'ambiance générale, je jette mon tee-shirt dans le feu en signe de protestation, et au 105ème jour, nous entamons une fausse grève de la faim. Ces signaux de détresse coïncident avec des coups de téléphone de plus en plus fréquents et tendus entre nos ravisseurs et Paris, puis avec Khartoum. Ils nous promettent la

liberté imminente, nous restons sceptiques... C'est pourtant sans prévenir qu'un matin, au 112ème jour de détention, croyant encore changer de lieu de campement, nous sommes sans le savoir sur la route pour notre libération. Après avoir marché pour descendre de notre "maquis", nous trouvons une voiture et des hommes qui nous attendent pour nous emmener à 200km de là, dans un village de l'Ouest Darfour où un hélicoptère atterrit en fin d'après-midi.

Difficile de vraiment comprendre ce qui pousse les ravisseurs à nous libérer. Sûrement un savant mélange de désespoir d'obtenir une rançon, de pressions de leurs femmes restées seules, et de la peur d'être attaqués par l'armée régulière ou d'autres bandits qui pourraient s'intéresser à nous. La multiplication des canaux de négociation et d'interlocuteurs a fini par permettre d'obtenir peu à peu des concessions de la part des ravisseurs. Le sang-froid et le professionnalisme de Paris se sont révélés payants. De notre côté, nos simulations d'état maladif et même le refus de nous alimenter quelque temps a sûrement forcé le destin...

Nous sommes donc rentrés en bonne santé, non maltraités et sans séquelles psychologiques. Il est évident que cette épreuve a été bien plus facile à surmonter en étant deux, pour se soutenir mutuellement. Nous rentrons, malgré tout, toujours motivés par notre profession et prêts à repartir sur le terrain après une vraie période de repos !

¹ Eau et assainissement

² Ce terme est utilisé ici pour signifier le lieu de résidence et de travail (bureau) de notre équipe

³ Forces Armées Centrafricaines

⁴ Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad

⁵ Arme à feux automatique soviétique

⁶ Organisation de solidarité internationale

Plus d'info : </AnclenneVersion/Francals/html/NosActions/MissionsHumanitaire/RCA/RepubliqueCentrafricaine.html>



[Puits traditionnel](#)



[Puits Triangle G H](#)



[Ecole de Birao, réhabilitée par Triangle G H](#)



[Ecole standard en Vakaça](#)



[Travaux de construction de l'Ecole de Quanda Djallé](#)

[Appels d'offres](#) / [Mentions légales](#) / [Webmaster](#) / [Contacts](#) / [Plan du Site](#) / [Crédits](#)

